

LES POLITIQUES DE L'ÉDUCATION AU SAHEL

I- Généralité :

L'indépendance a signalé essentiellement un déplacement des africains, qui participaient déjà à l'administration coloniale et au « moderne » de l'économie, à des niveaux plus élevés de l'appareil, et un déplacement simultané des européens vers une nouvelle branche de l'appareil appelée les agences donatrices. Les réponses se déplacèrent avec eux sans toutefois changer. L'élargissement nécessaire ne se produisit pas. Les indépendances ne représentaient qu'un détail intéressant, les noms changeaient mais les relations entre la population rurale et les institutions du gouvernement central demeuraient les mêmes.

Donc les débats et les politiques concernent la « **réforme** » entre **trois groupes** de personnel local, étranger et les membres de la « **classe politique** ». La plupart de ces individus sont d'accord avec la notion que l'objectif de l'école secondaire est de fournir une main-d'œuvre à l'**Etat** et aux **entreprises « modernes »** de l'économie. Les systèmes existants représentent de coûteux investissements dans « **l'ignorance** ». Ils offrent des connaissances et des compétences qui ne sont utiles qu'à l'infime minorité des élèves, un emploi salarié.

Les systèmes de l'éducation devraient aussi être en mesure de fournir la connaissance et les compétences qui pourraient améliorer les conditions économiques et sociales de la majorité de la population. Ces adaptations nécessiteraient des efforts pour rendre le contenu des programmes scolaires ainsi que les autres formes d'instruction plus appropriées aux conditions locales. Elles nécessiteraient aussi des efforts pour rendre l'administration de ces systèmes plus rentable ainsi qu'une augmentation de la somme allouée aux ressources disponibles à l'investissement qui permettrait d'atteindre le nouvel objectif.

Le **troisième** groupe est sous-composant du précédent. Il est composé de personnes occupant des postes élevés au gouvernement, ces fonctionnaires sont les produits affinés des systèmes en place, ils évitent généralement de prendre des risques. Puisque la solvabilité du personnel de plusieurs agences est également déterminée par leur capacité de relayer des **subventions** et des **prêts** au gouvernement.

Plusieurs méthodes sont utilisées pour atteindre ce but. Une technique consiste à faire des déclarations au cours des rencontres internationales approuvées par le **1er groupe** et de ne prendre qu'un minimum d'initiatives ou de ne rien entreprendre au pays (e. g. programmes expérimentaux), de maintenir les **innovations** à l'intérieur des limites acceptables, ainsi que des accords qui permettent une augmentation importante des ressources budgétaires en échange de changements politiques majeurs.

L'éducation doit servir les besoins des politiques et de la solvabilité politique. Les coûts politiques doivent être moindres que les bénéfices. Mais les politiques n'existent pas dans un **vacuum**. Elles existent seulement lorsqu'existent les différences d'opinions et d'intérêts.

La réforme de 1946 confirme que les systèmes d'éducation pouvaient s'adapter rapidement et dramatiquement. Un des facteurs principaux qui a contribué au succès de cette réforme fut le lien direct entre les systèmes d'éducation européens et les possibilités réelles d'avancement économique et social dans les secteurs en expansion de l'économie.

Les suggestions des missionnaires, administrateurs coloniaux, membres de l'Assemblée nationale française, des agences donatrices ainsi que d'autres éléments de la classe politique ne sont jamais parvenus à atteindre cette qualité avant 1946.

Les **certificats** et l'alphabétisation étaient fondamentalement « **bons** ». La question : **bons à quoi ?** n'avait pas de sens. Si les gens ont foi aux réponses qu'ils possèdent déjà, il n'est pas nécessaire d'en rechercher d'autres ce qui est malheureux.